



Directive UE 2025/ 2360 relative à la surveillance et la résilience des sols

Contexte et genèse, principaux éléments et prochaines étapes

Journée technique d'information et de retour d'expérience de la gestion des sites et sols pollués, 4
Decembre 2025

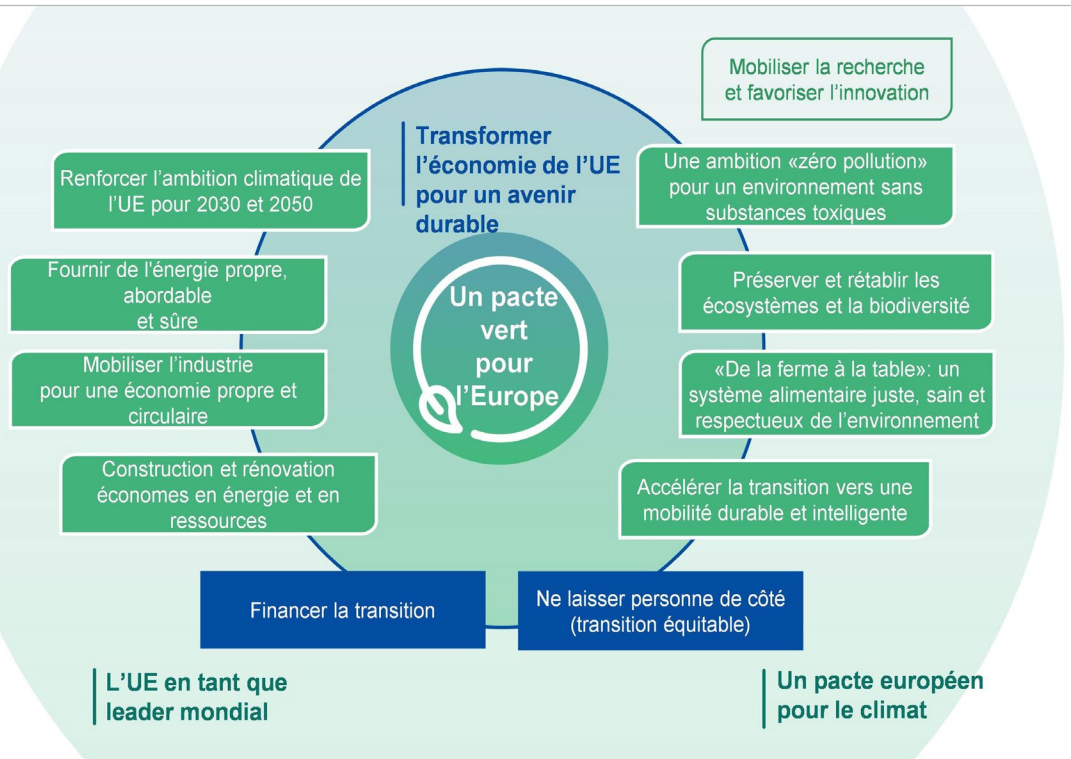
Christian Probst
ENV.D1 Utilisation et Gestion et des Terres



Plan de l'intervention

- Contexte (Pacte vert pour l'Europe)
- Genèse (Pourquoi légiférer sur les sols? Pourquoi au niveau européen? Processus législatif)
- Les principaux éléments de la directive
- Prochaines étapes

Contexte : le pacte vert pour l'Europe



- 11 décembre 2019 : Pacte vert pour l'Europe
- 20 mai 2020 : Stratégie de l'UE en faveur de la **biodiversité** à l'horizon 2030
- 20 mai 2020 intitulée : Stratégie “de la ferme à la table”
- 12 mai 2021 : Plan d'action «**zéro pollution**»
- 24 février 2021 : Stratégie de l'UE relative à l'**adaptation** au changement climatique
- 17 novembre 2021 : Stratégie de l'UE pour la **protection des sols** à l'horizon 2030



Pourquoi légiférer sur les sols (1)

- Sols = Base essentielle de notre économie, de notre société et de notre environnement
- Des sols en bonne santé stockent le carbone, ont une plus grande capacité d'absorber, de stocker et de filtrer l'eau, et fournissent des services vitaux tels qu'une alimentation sûre et nutritive et de la biomasse pour les secteurs non alimentaires de la bioéconomie.
- Des études scientifiques montrent que **60 à 70 %** des sols de l'Union européenne sont actuellement dégradés (coûts de la dégradation : environ 50 milliards d'euros par an (estimation)).



Pourquoi légiférer sur les sols (2)

- La pression exercée sur les sols et les terres augmente partout dans le monde.
- Les sols de l'Union sont touchés par l'érosion, la perte de carbone organique, les excès de nutriments (azote, phosphore), le compactage, la salinisation secondaire l'acidification, la perte de capacité à retenir l'eau, la perte de biodiversité (ou une combinaison de ces menaces).
- Dégradation des sols nuit aussi à la santé humaine (contaminants par ingestion, inhalation ou contact cutané)
- sols artificialisés = 4,2 % du territoire UE (essentiellement aux dépens des terres agricoles (78%)),
- Déficit de connaissances; données non harmonisées + législations existantes UE et nationales insuffisantes.



Pourquoi légiférer sur les sols au niveau européen?

- Environnement = compétence partagée (UE/EM) -
→ Subsidiarité et proportionnalité : 2 principes à respecter

Subsidiarité : ampleur et nature transfrontière du problème, incidence de la dégradation des sols partout dans l'Union, risques pour l'environnement, l'économie et la société, éviter d'éventuelles distorsions sur le marché intérieur et une concurrence déloyale entre les entreprises; respect engagements internationaux

Proportionnalité : objectifs doivent être atteints grâce à des exigences réalistes, qui ne vont pas au-delà de ce qui est nécessaire.



Processus législatif

- 5 Juillet 2023 : Publication de la proposition par la Commission
 - 10 Avril 2024 : position du Parlement européen (1^{ere} lecture)
 - 17 Juin 2024 : approche générale du Conseil
 - 10 Avril 2025 : accord politique
 - 29 Septembre 2025 : adoption Conseil
 - 23 Octobre 2025 : adoption Parlement européen
 - 26 Novembre 2025 : publication au JOUE
- *****
- 16 décembre 2025 : entrée en vigueur



Objectifs

- Établir un cadre de surveillance des sols solide et cohérent pour tous les sols dans l'ensemble de l'Union,
 - Réduire la contamination des sols à des niveaux qui ne sont plus considérés comme nocifs pour la santé humaine et l'environnement,
 - Améliorer continuellement la santé des sols dans l'Union,
 - Maintenir les sols dans un bon état de santé et de prévenir et de traiter tous les aspects de la dégradation des sols
- en vue de parvenir à un bon état de santé des sols d'ici à 2050



Les principaux éléments de la directive

- Directive = instrument flexible, doit être transposée en droit national
- 3 grandes parties :
 - Surveillance et évaluation de la santé des sols,
 - Résilience des sols (y compris artificialisation),
 - Gestion des sites contaminés
- « Contamination des sols »
- Approche progressive (avec évaluation à moyen terme)

Surveillance et évaluation de la santé des sols

- Cadre de surveillance de la santé des sols (UE (LUCAS) + national)
- Descripteurs (Annexe I)
 - Un ou +ieurs descripteurs pour chaque aspect de la dégradation des sols
 - Distinction entre **descripteurs** avec **critères** (de bonne santé) pour évaluation de la santé des sols (établis au niveau UE (partie A) ou au niveau national (partie B)) ou sans critère (partie C).
- Méthode (géostatistique) de détermination des points de prélèvements (Annexe II, partie A)
- Méthodes d'analyses communes (Annex II, partie B)
- Fréquence de surveillance et évaluation
- Evaluation : capacité du sol à fournir les services écosystemiques
- Critères de bonne santé des sols

+ Surveillance de l'artificialisation des sols (imperméabilisation et déplacement)(partie D)

Surveillance et évaluation de la contamination des sols

Contamination des sols (Annex I, partie B)

- Concentration de métaux lourds dans le sol: As, Sb, Cd, Co, Cr (total), Cu, Hg, Pb, Ni, Tl, V, Zn
- Concentration de contaminants organiques désignés par les États membres, tenant compte des limites de concentration existantes en vertu du droit de l'Union, par exemple pour la qualité de l'eau et les émissions atmosphériques (et liste indicative de contaminants des sols)
- Critère de bonne santé :
L'assurance raisonnable, fondée sur un échantillonnage par points du sol, l'identification et l'analyse des sites potentiellement contaminés ou sur toute autre information pertinente, qu'il n'existe pas de risque inacceptable pour la santé humaine et l'environnement lié à une contamination des sols.

Surveillance et évaluation de la contamination des sols

Contamination des sols (Annex I, partie C)

- concentrations de PFAS
- concentrations de certaines substances actives dans les pesticides et leurs métabolites
- concentrations ou présence d'une sélection d'autres contaminants des sols émergents (facultatif)

Les substances à surveiller sont déterminées par les États Membres

Pas de critère de bonne santé des sols

EM peuvent limiter les points d'échantillonnage à un sous-ensemble pertinent du nombre total de points d'échantillonnage

Surveillance et évaluation de la contamination des sols

Contamination des sols (Annex I, partie C)

Éléments pour déterminer les substances (art 7)

- risque le plus élevé pour la santé humaine et l'environnement,
- liste indicative de contaminants des sols visée à l'article 8,
- les informations pertinentes :
 - a) la toxicité du contaminant du sol;
 - b) la persistance et la mobilité du contaminant du sol;
 - c) les sources possibles et la présence du contaminant du sol;
 - d) des données quantitatives concernant la production, l'utilisation, la consommation ou des volumes des ventes;
 - e) les données de biosurveillance humaine issues de projets de recherche, ainsi que la présence de contaminants dans les milieux environnementaux.

Résilience des sols (1)

1^{er} volet : soutien à la santé et à la résilience des sols

Obligation pour les EM de soutenir les propriétaires fonciers et les gestionnaires de terres

- assurer un accès aisé et équitable à des conseils impartiaux et indépendants
- fournir, au niveau local, des informations sur les mesures et pratiques appropriées (pour renforcer la santé et la résilience des sols, sur la base de l'évaluation de la santé des sols) [...]

Obligations pour les EM

☐ d'évaluer régulièrement

- les effets attendus sur la santé et la résilience des sols des actions mises en œuvre dans le cadre des programmes, plans, objectifs et mesures énumérés en annexe
- les besoins techniques et financiers

☐ dialoguer avec le public concerné [...]

Résilience des sols (2)

2eme volet : Principes d'atténuation de l'artificialisation des terres

- Champs d'application : nouveaux cas d'imperméabilisation et d'enlèvement des sols
- Obligation de moyen

(a) éviter ou limiter autant que possible la perte de la capacité du sol à fournir différents services écosystémiques, dont la production de denrées alimentaires :

- en réduisant autant que possible la superficie de terres artificialisées,
- en sélectionnant des lieux où la perte de services écosystémiques serait réduite au minimum, et
- en faisant en sorte que l'artificialisation ait le moins d'incidences négatives possible sur les sols;

(b) compenser dans une mesure raisonnable la perte de capacité des sols à fournir différents services écosystémiques

Gestion des sites contaminés (1)

Problématique :

- 2,8 millions de sites potentiellement contaminés (SPC)
- 390 000 sites contaminés (SC)
- Champ d'application : «site contaminé»: une zone délimitée présentant une contamination confirmée des sols, du substrat rocheux ou du matériau d'origine causée par des activités **anthropiques** ponctuelles
- Obligation générale : Les États membres veillent à ce que les risques pour la santé humaine et l'environnement associés aux sites potentiellement contaminés et aux sites contaminés soient **recensés, gérés et maintenus** à des niveaux acceptables, en tenant compte des incidences environnementales, sociales et économiques de la contamination des sols et des mesures de réduction des risques
- Approche fondée sur les risques
- Registre

Gestion des sites contaminés (2)

- Obligation d'identifier les SPC (EM devront dresser une liste des activités potentiellement contaminantes) (dans un délai de 10 ans + manière systematique)
- Obligation d'analyser les SPC (EM devront notamment fixer les règles relatives au calendrier, au contenu, à la forme et à l'ordre de priorités des analyses de sol)
- Obligation d'évaluer les risques posés par les SC (EM devront établir la méthode spécifique d'évaluation des risques propres aux sites contaminés (principes et phases en annexe, définir ce que constitue un risque inacceptable pour la santé humaine et l'environnement; évaluation au regard de l'utilisation des terres
- Obligation de gérer les risques des sites contaminés : mesures appropriées pour ramener les risques à un niveau acceptable pour la santé humaine et l'environnement

Prochaines étapes

- Entrée en vigueur
- Délai de transposition
- Support de la Commission (Documents & outils (art 24 de la Directive), LUCAS,...
- Mise en œuvre des obligations de la directive
- Rapportage
- Évaluation de la directive après premier rapportage



Merci pour votre attention